

RD Congo : Tshisekedi appelle l'armée à lui obéir et veut arrêter Kabila

@rib News, 18/12/2011 – Source ATSL opposant congolais Etienne Tshisekedi, battu à l'élection présidentielle truquée, s'est présenté dimanche comme le président élu. Il a appelé l'armée à lui obéir et promis une capture de Joseph Kabila. Un proche du président Kabila, élu officiellement avec 49% des voix contre 32% pour son principal adversaire, a jugé qu'il s'agissait d'une mise au scàne et affirmé que M. Tshisekedi en faisait de même de l'ancien président Mobutu Sese Seko.

Les menaces de ce vóctóran de la politique en République démocratique du Congo (RDC) font cependant planer la menace d'affrontements après l'élection présidentielle du 28 novembre, que des observateurs internationaux disent entachée de fraudes. «Je vous demande, à vous tous, de rechercher ce monsieur (Kabila) partout où il est dans le territoire national et de me l'amener ici vivant», a dit Etienne Tshisekedi à l'occasion de sa première conférence de presse depuis la publication des résultats. «Celui qui m'amañnera Kabila ici ligoté aura une récompense très importante», a-t-il ajouté depuis le jardin de sa maison à Kinshasa. «De même le gouvernement de M. Kabila est démis depuis ce jour. Officiers, sous-officiers, caporaux et soldats de l'armée nationale congolaise, je vous enjoins de nobéir à l'autorité légitime. La police nationale souveraine, vous ferez de même», a dit M. Tshisekedi d'un ton comminatoire. Le président Kabila, élu le 28 novembre à Kinshasa dimanche soir, jouit du soutien de l'armée même si la capitale est majoritairement favorable à son rival. Une vingtaine de personnes ont été tuées dans des affrontements avant et après le scrutin, lorsque des opposants à Kabila ont manifesté et accusé le gouvernement d'avoir truqué le vote. La Cour suprême a validé vendredi les résultats de l'élection. La mission d'observation du Centre Carter, chargée de superviser le processus électoral, a estimé que les résultats donnant la victoire à M. Kabila n'offraient pas la crédibilité requise. Kabila a admis la semaine précédente qu'il y avait eu des «problèmes» durant l'élection mais affirmé que la victoire était le résultat ne pouvait être mise en doute. Le scrutin du 28 novembre, le premier organisé par les autorités congolaises elles-mêmes depuis la guerre civile de 1998-2003 qui a fait plus de cinq millions de morts, était censé ramener la stabilité dans ce pays, l'un des plus pauvres au monde. RDC: Tshisekedi se considère "président élu", veut arrêter serment vendredi AFP, 18/12/2011 L'opposant Etienne Tshisekedi a déclaré dimanche qu'il se considérerait comme le "président élu" de la RD Congo et annonçait qu'il prêterait serment vendredi, rejetant les résultats de la présidentielle ayant donné la victoire au sortant Joseph Kabila, qui sera investi mardi. "Je vais prêter serment vendredi prochain devant le peuple réunis au Stade des Martyrs" à Kinshasa, a déclaré l'opposant, qui a eu 79 ans cette semaine, en déclarant qu'il se considérait toujours "président élu" de la RDC. M. Tshisekedi s'était ainsi autoproclamé président le 9 décembre, après avoir rejeté les résultats provisoires de la présidentielle à un tour du 28 novembre annoncés par la Commission électorale (CENI) donnant Kabila gagnant avec 48,95% des suffrages, devant dix autres candidats, dont Etienne Tshisekedi (32,33%), arrivé deuxième. Malgré les multiples irrégularités ayant entaché le processus électoral dénoncées par l'opposition, les observateurs nationaux et internationaux, et des pays occidentaux, la Cour suprême de justice a confirmé vendredi la victoire de Kabila et les chiffres de la CENI et la réélection de Kabila. Depuis son domicile à Kinshasa, M. Tshisekedi, a d'abord fait une "déclaration au peuple congolais" avant de répondre à la presse. "Tirant les leçons de la démocratie pour laquelle nous nous sommes battus 30 ans durant, c'est-à-dire le respect de la volonté du peuple souverain, je me suis considéré depuis lors comme président élu par le peuple congolais de la République démocratique du Congo", a-t-il dit à l'adresse du président Kabila, qui doit prêter serment mardi, de "fauteur en eaux troubles", affirmant que le gouvernement actuel était "démis depuis ce jour" et que les ministres seraient "dirigés par des secrétaires généraux jusqu'à nouvel ordre". A l'extérieur de sa résidence, quelque 200 militants chantaient "Tshisekedi président!". Portant son éternelle casquette, M. Tshisekedi, chemise blanche, costume et cravate sombre, a fait sa déclaration assis à une table, le drapeau congolais hissé sur une hampe derrière lui. Son directeur de cabinet, Albert Moleka, avait d'emblée donné le ton en lançant un sonore "Bienvenue à la présidence de la République" aux journalistes et aux dizaines de partisans réunis dans le jardin de la modeste villa de Tshisekedi. Avant sa déclaration, des journalistes ont pu voir quatre chars de la Garde républicaine, dont trois blindés, stationnés aux abords du stade des Martyrs, situés du Palais du peuple. Interrogé sur les appels à manifester lancés par son parti l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), M. Tshisekedi a déclaré qu'il n'avait "pas besoin" d'appeler les Congolais à manifester. "Ils savent que c'est la première fois que leur président s'adresse à eux et que c'est la première fois que démarre l'Etat démocratique, l'Etat de droit pour lequel ils se sont battus 30 ans durant et c'est eux de manifester leur sentiment de la manière qu'ils veulent", a-t-il souligné. Questionné sur le climat actuel dans le pays, M. Tshisekedi a demandé aux Congolais "de garder (leur) calme et (leur) sérénité (...) et de créer un climat de confiance dont les investisseurs ont besoin". "Je ne suis pas prêt à négocier avec (Daniel Ngoy) Mulunda (le président de la CENI) ni avec (Joseph) Kabila", a-t-il déclaré, alors que l'un des candidats battus à la présidentielle, l'opposant Vital Kamerhe, s'était dit prêt à un dialogue avec le président sortant. Réagissant aux propos de M. Tshisekedi, Aubin Minaku, secrétaire général de la majorité présidentielle, s'est dit "pas du tout surpris", en évoquant une "année me vaste blague" de l'opposant. "Il est en train d'exercer une réelle rébellion contre les institutions de la République établies", a-t-il toutefois ajouté.